



A TRAVERS LE *TIMES*.

Le *Times* encourage tous les républicains, tous les révolutionnaires. C'est convenu, c'est dans son rôle, mais moins par principe que pour servir un préjugé vieux et immoral qu'on a dit avoir passablement inspiré la politique de feu Lord Palmerston : semer la révolution, le trouble, le désordre un peu partout, pour approvisionner tous les marchés des produits de la paisible et industrielle Albion. Mais le *Times* possède deux qualités ou deux défauts qui, de prime abord, paraissent bien inconciliables : il est tout à la fois rusé et enfant terrible. Il lance parfois à la figure de ses amis les révolutionnaires de sanglantes vérités, des épigrammes diaboliquement méchantes.

Il parlait tout récemment des révolutionnaires d'Espagne. " Sans doute, disait-il, c'est un très-agréable amusement que de s'agiter, de parler, de conspirer, et, de temps à autre, de se battre, qui pour une dynastie, qui pour une république, qui pour une Commune. Cela ne demande pas à l'intelligence des efforts surhumains, car c'est une race (les Espagnols) chez laquelle les fous et les scélérats tiennent le haut du pavé."

Il va presque aussi loin en parlant des radicaux de France. Qu'après cela, messieurs les démagogues de toutes les nationalités jugent à propos de s'agenouiller devant le *Times* et d'implorer ses bonnes grâces, c'est de leur part montrer plus d'esprit de secte que d'esprit politique, plus de fanatisme aveugle que de cœur et de patriotisme. Ils font passer leurs billes abscondes avant les intérêts et le salut de la patrie.

L'Angleterre a un petit cénacle de républicains radicaux. Ils se prennent au sérieux et se paient le luxe d'une réunion annuelle pour discuter des progrès de la république..... en Angleterre. MM. Bradlaugh et Odger sont leurs orateurs et leurs prophètes. Il y a eu dernièrement assemblée à Birmingham. Au dire du *Times*, Bradlaugh a fait de la théologie pour de la politique et Odger a fait une harangue. On avait eu la maladresse d'y inviter John Bright, ci-devant membre du Gouvernement anglais, qui a eu le courage de dire leur fait à ces utopistes. Il a attiré leur regard sur la stérilité des efforts des républiques françaises et espagnoles pour obtenir des réformes si facilement gagnées à l'aide de la monarchie constitutionnelle de l'Angleterre. Ce qui n'a pas empêché Bradlaugh et Odger de poser en héros, de signaler les dangers auxquels ils s'exposent en parlant de république en Angleterre. Cela frise la trahison et ils entendoient déjà comme couronnement de leur lutte l'aurole des martyrs. Le *Times*, qui est bon monarchiste chez lui, leur enlève cruellement cette douce perspective. Il prend un malin plaisir à leur rappeler la triste déconfiture des Chartistes en 1848 et les assure que leur plus grand martyre sera de débiter des niaiseries à des auditeurs presque déserts et à boire avec leurs rares partisans une bière détestable. Ce n'est pas une consolation bien alléchante, surtout quand elle est offerte par un journal qui favorise presque toujours et partout, excepté en Angleterre, tous les mouvements insurrectionnels.

Rien de plus curieux, de plus instructif que le travail intérieur de l'organisation sociale en Angleterre. C'est le pays par excellence de l'initiative individuelle et sociale. En France, l'on attend tout, l'on espère tout du Gouvernement ; l'autorité doit tout inaugurer, tout faire. " La poule au pot " légendaire et traditionnelle est encore de mise ; tout Gouvernement, Président, Roi ou Empereur, qui ne la fournit pas au plus infime sujet, est encore digne de la dépossession, de l'exil ou de la guillotine. En un mot, en France, le pouvoir est tenu de faire les affaires des particuliers.

En Angleterre, le gouvernement pratique l'inertie. L'opinion publique, l'initiative individuelle, sociale ou corporative, est son thermomètre et le signal de son action. Chaque cause, chaque intérêt a son avocat privé ; si l'intérêt, si la cause est juste, l'individu qui s'en est chargé se multiplie et devient légion ; l'association s'ensuit et ses orateurs et ses journaux préparent le sentiment populaire. Par la presse, par les assemblées, par les discours, par les pétitions sans cesse renouvelées, le Parlement devient saisi de la question et le Gouvernement est obligé de légiférer et d'accorder la réforme ou l'amélioration devenue nécessaire. En religion, en économie politique, en réforme sociale et électorale, en tout, l'on procède par associations, par ligues. L'initiative individuelle et collective précède toujours l'action gouvernementale.

On ne connaît bien les mœurs anglaises et l'intimité de son organisation sociale, les misères et les grandeurs du peuple anglais, qu'en suivant de près le mouvement de toutes ces associations qui pullulent dans toutes les villes. Les orateurs y ont leur franc parler et mettent au jour des vérités toutes nues sur quelques-unes des faiblesses et des plaies du pays.

L'une de ces associations si nombreuses à pour titre : " La société de secours des églises paroissiales—dont le but, comme l'indique le nom, est de souscrire des fonds pour l'établissement d'églises dans les paroisses ou cantons qui sont, trop pauvres pour en bâtir. Lord Shaftesbury présidait une des assemblées de l'association, qui a eu lieu il y a quelques jours. Il a, dans son discours, révélé bien des vérités sur le triste état de l'église anglicane. On peut avoir une idée de ce qu'il pense par sa conclusion qui peut ainsi se résumer : " A moins que l'on n'élargisse, que l'on approfondisse tout ce que, jusqu'à présent, l'on n'a fait qu'essayer, les jours de notre glorieuse et vieille église sont comptés et touchent à leur fin."

Il y a trois causes à cette décadence complète de l'Eglise d'Angleterre ; deux sont signalées par Lord Shaftesbury ; et la troisième ressort des aveux et des plaintes du *Times*.

En premier lieu, le noble lord se plaint amèrement de la générosité mal placée des Anglais, qui souscrivent des centaines de milliers de louis sterling pour convertir les étrangers—les Français, les Italiens, les Espagnols, les Indiens, les Chinois, etc., etc.—tandis qu'ils laissent les pauvres d'Angleterre sans secours religieux. L'on sait quel mince résultat produisent les capitaux anglais consacrés à la conversion au protestantisme des nations étrangères.

La seconde cause, ou la deuxième plainte de Lord Shaftesbury est d'autant plus curieuse qu'elle touche à l'essence même, ou plutôt qu'elle est une admission formelle, faite par un protestant, de l'impuissance complète de l'anglicanisme, et, par contre-coup, de toutes les sectes ou religions protestantes. " La grande faiblesse de l'Eglise d'Angleterre a toujours été qu'elle n'a jamais pu trouver les moyens d'enrôler sous son étendard l'enthousiasme naturel et si peu réglé des masses." C'est bien cela ; les classes pauvres de la société n'aiment pas le culte froid et insignifiant des sectes protestantes. Ils préfèrent rester sans Dieu et sans religion. Quel aveu terrible échappé de la bouche d'un protestant !

Le *Times* va encore plus loin et est encore plus franc dans son développement de la troisième cause de la décadence de l'Eglise Anglicane. Cette Eglise est divisée contre elle-même. Comment voulez-vous qu'une Eglise dont les évêques et les ministres ne s'entendent pas sur les principaux points de doctrine et de discipline puisse commander la confiance universelle et obtenir la popularité ? Et puis, toujours suivant le *Times*, l'anglicanisme tombe dans la superstition ! Près de cinq

cents de ses ministres confessent déjà et veulent confesser absolument comme on le fait dans cette détestable Eglise Catholique. Le grand journal ne soupçonne pas même la cause de cette tendance de son Eglise. Sentant le vide qui se fait autour d'elle, elle veut, elle espère le combler en se rapprochant du catholicisme, en adoptant quelques articles de sa foi, quelques pratiques de son culte.

La religion catholique plaît au pauvre comme au riche. Ses sublimes pratiques vont à tout le monde. Ces ministres superstitieux le savent bien, et, s'ils veulent emprunter quelques-uns de ses usages, c'est qu'ils pensent que c'est le seul moyen de ramener le peuple dans leurs églises désertes.

Tout de même, c'est un curieux phénomène historique. Dans le temps même où l'Angleterre se réjouit des révolutions politiques et religieuses qui se produisent ailleurs dans un sens hostile au catholicisme, elle est elle-même dévorée d'un travail de désorganisation intérieure en parti dû au manque presque complet de ce sentiment catholique qu'elle combat, qui la sauverait, et dont le besoin est tacitement admis par ses hommes politiques et par ses sectes impuissantes.

J. A. MOUSSNAU.

CONFÉRENCE DU RÉV. M. RAYMOND.

DÉCISION DE ROME.

Le *Nouveau-Monde* nous priait, il y a quelque temps, de prouver que la lecture de M. Raymond avait été approuvée à Rome. Nous ne nous sommes pas empressés à répondre à cette injonction, parce que nous savions que le document officiel serait bientôt publié. Nous le livrons sans commentaires à la considération toute particulière de M. Francesco qui nous a injurié dans le *Nouveau-Monde*, parce que nous nous étions permis de dire en plaisantant que le Rév. M. Raymond ne se doutait pas qu'il vivait depuis des années dans les ténèbres du gallicanisme.

Mgr. Larocque a adressé une circulaire au clergé de son diocèse pour lui faire connaître qu'il avait soumis à Rome en même temps que le Rév. M. Raymond la lecture incriminée, et qu'il avait reçu de la Sacrée Propagande la lettre qui suit :

Illme. et Revme. Seigneur,—Dans leur assemblée de mercredi le 12 mars dernier, les Eminentissimes Inquisiteurs Généraux ont soumis à l'examen un discours ayant pour titre, " *L'action de Marie dans la Société*," prononcé par le Rév. M. Raymond, vicaire-général du diocèse de St. Hyacinthe, et depuis rendu public par le moyen de la presse.

Or les dits Ems. Inquisiteurs, après avoir soigneusement examiné ce discours, et particulièrement les trois derniers paragraphes dans lesquels le Rév. Père et Seigneur Evêque de Montréal avait cru qu'il se trouvait quelque chose de peu conforme à la doctrine catholique, et après avoir aussi eu sous les yeux les déclarations présentées par le susdit vicaire-général, ont jugé qu'il ne se trouve rien dans ce discours qui mérite censure !

Et en faisant connaître ce jugement à Votre Grandeur, je prie Dieu de vous conserver longtemps en parfaite santé.

Rome—Collège de la Propagande,—3 avril, 1873. De Votre Grandeur le très-dévoté Frère, (signé) Al. Card. Barnabo, Préfet ; Jean Simeoni, Secrétaire. (Vraie copie,) A. S. Marois, Ac. Sous-Secrétaire.

La mort de Sir Geo. E. Cartier nécessite deux élections, l'une à Provencher, Manitoba, pour la Chambre des Communes, et l'autre à Beauharnois pour la Chambre locale.

MM. Clarke et Riel, qui, l'été dernier s'étaient retirés pour faire place à M. Cartier, vont se présenter de nouveau.

A Beauharnois, M. Cayley, ancien député, est déjà sur les rangs.